

api

**INFORMATIONS
REGIONALES**

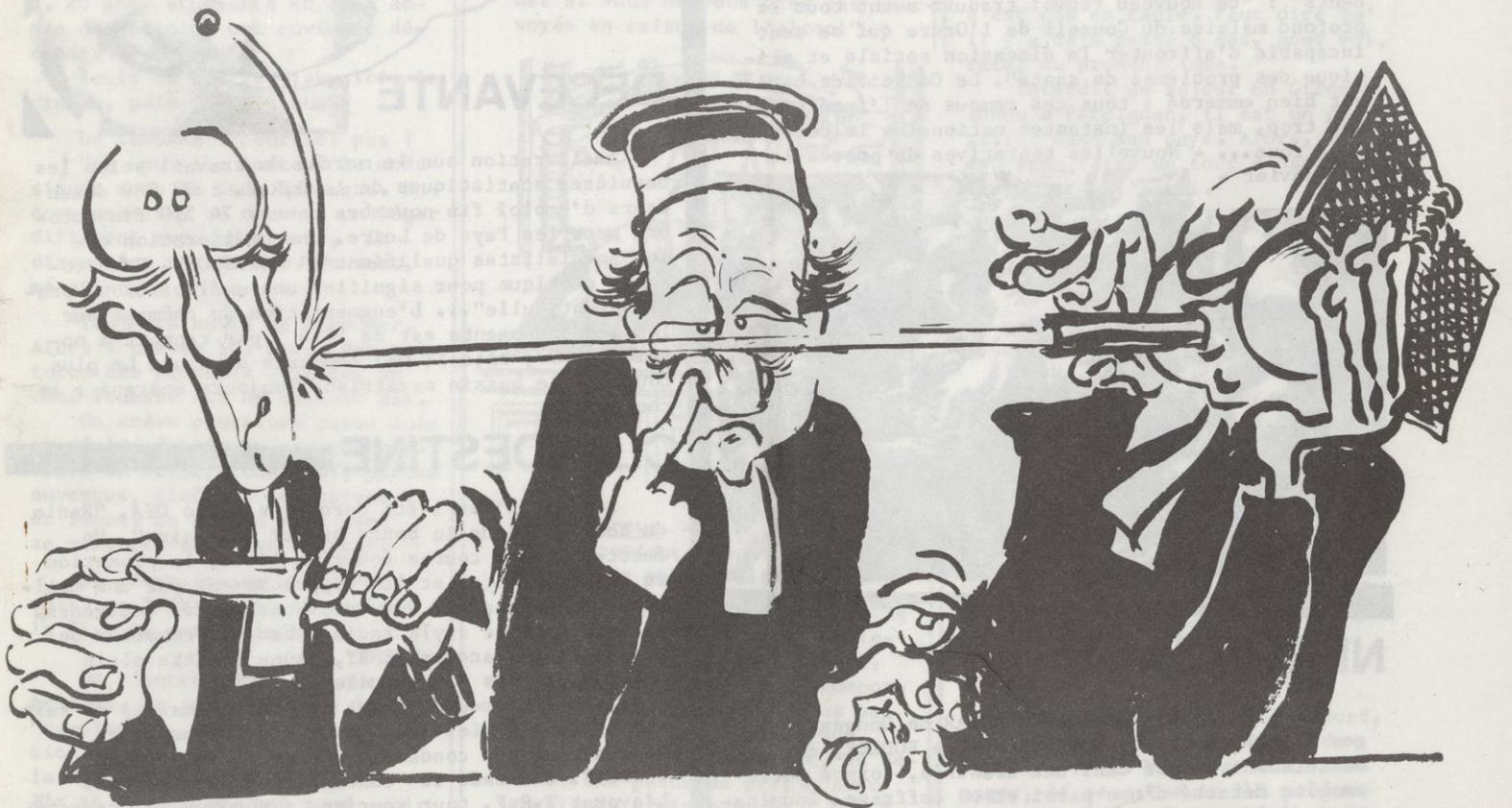
HEBDO

n° 56 / du 19 dec. au 26

dir. B.Lambert

3,50 F

au tribunal de 2 à 6



**évasion a la petite cuiller / proxénète lock-outé
la faute des carabins / rendez moi mon 7,65**



NOUVELLES BRÈVES



PATIENTE

7 médecins "réfractaires" poursuivis par le Conseil de "leur" Ordre pour non paiement de cotisation. Soutien actif de nombreuses organisations et associations. On s'attendait la semaine dernière à l'occasion du procès à une belle dénonciation de la conception de la médecine et de l'idéologie libérale imprimée par l'Ordre.

On restera une nouvelle fois sur notre faim. L'affaire avait déjà été renvoyée à la demande de la défense. Ce coup-ci, c'est la partie civile qui a demandé le renvoi. Me. HERVOUET, avocat de l'Ordre, avait découvert le pot aux roses : "nous avons à faire à une mobilisation politique, pas à une affaire de mauvais payeurs". Autre motif de renvoi, l'irruption d'un nouveau témoin, ce "blanc-bec" - comme on disait paraît-il du côté de l'Ordre - de Jean Marc AYRAULT...

60 personnes dans la salle d'audience, et inévitablement quelques flics. Commentaire des "dissidents" : "ce nouveau renvoi traduit avant tout le profond malaise du Conseil de l'Ordre qui se sent incapable d'affronter la dimension sociale et politique des problèmes de santé". Le Conseil de L. A. est bien emmerdé : tous ces remous ne l'intéressent pas trop, mais les instances nationales le poussent à la roue... - Nouvelles tentatives de procès le 31 janvier -



NEGLIGEANTE

28 août 1974, Raffinerie ANTAR de Donges. Georges ROULEZ, coffreur à l'entreprise BODIER, est mortellement blessé dans une tranchée, coincé entre un bloc détaché d'une paroi et un coffrage. Inculpation d'un ingénieur d'Aix en Provence, Jacques COMBEAU. Travaillant à Donges depuis 69, il "n'ignorait rien de la nature et de la composition du sol dans lequel avait été creusée la tranchée". Malgré cela, aucune précaution prise pour assurer un étaieement efficace, aucune instruction pour un débordage sans danger.

COMBEAU avait été condamné par le tribunal de Nantes à 2 000 F. d'amende. la Cour d'Appel de Rennes a confirmé ce jugement jeudi dernier.

NOCTURNE

Gardien de nuit courageux aux Etablissements MAINGUY de Vertou. Il surprend un individu tentant de dérober du matos. Coup de crosse de pistolet d'alarme : le visiteur H. S.. Le gardien M. SOHELER, affirme avoir été agressé avec une chaîne. Version différente de l'assomé, hospitalisé au C.H.U. : il nie les menaces. "Pour préserver la sérénité de la suite de l'enquête, confrontation et éventuellement reconstitution sur place", le "rôdeur" a été placé sous mandat de dépôt.



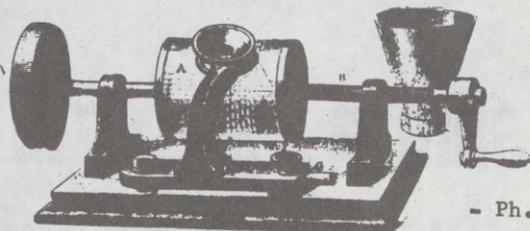
DECEVANTE

Amélioration sur le marché du travail selon les dernières statistiques de la D.R.T. : 73 989 demandeurs d'emploi fin novembre contre 74 519 fin octobre pour les Pays de Loire. Une amélioration que les spécialistes qualifient d'"EPSILON". Beau vocabulaire exotique pour signifier une amélioration "pratiquement nulle"... L'augmentation du chômage sur les 5 départements est de 17,6 % par rapport à novembre 1977, soit 11 087 chômeurs de plus. Le plus touché : le bassin nazairien. Toujours épargné : le choletais.

CLANDESTINE

A l'île d'Yeu l'été dernier : Radio OYA. "Radio du sourire et de la bonne humeur insulaire". Un émetteur onde courte couvrant l'île, la promotion du commerce local et le "rapprochement par une meilleure connaissance" des estivants et des indigènes. Pas vraiment le style radio libre... Promoteur de l'opération, Jacques HENRY, jeune juriste plein d'idées et fils d'une huile de l'île.

T.D.F. s'émeut au bout de trois semaines et fait saisir le matériel. Récemment, au tribunal des Sables d'Olonnes, condamnation légère du "pirate" : 1 000 F. d'amende et confiscation du matériel. L'avocat T.D.F. tout sourire, a reconnu le "caractère heureux de l'expérience"...



APRES-MIDI AU TRIBUNAL

Mercredi après-midi au tribunal correctionnel de Nantes. Les affaires défilent les unes après les autres. Le tribunal somnole, les condamnations tombent. Justice quotidienne qui rapproche dans un même box des gens disparates, réunis l'espace d'un moment par des bracelets de fer... Pour les gens que nous avons vus ce jour là, quoi de commun entre les artisans de l'évasion et le proxénète aguerri ; entre le vol de 70 F. qui traînaient en compagnie d'un pistolet et l'incartade de deux carabins qui pour un soir s'encanaillent ? Peu de chose... Le tribunal va rassembler tout cela pour quelques heures.

LA FAUTE DES CARABINS

Tout commence à Nantes, au Trianon, un café de luxe où se cotoient, le soir, jeunes bourgeois en goguette et noctambules amateurs de bonnes bières, dans la relative chaleur d'un Bar Américain frelaté.

Jean Marc V. 23 ans et Marc R. 20 ans, étudiants en 3ème année de Médecine ont envie de déconner.

Trois ou quatre whisky ici, le cinéma, puis on continue.

Le TANGARA ! pourquoi pas ?

Une nouvelle boîte à la mode située sous la Tour Bretagne. Encore un whisky ou deux et un léger différent avec un client, la discussion s'envenime. On sort, mécontents.

Toujours envie de déconner. Alors ! crever les pneus des voitures des présumés clients, un côté loubard qui ne déplaît pas.

On crève plusieurs pneus puis on décide de piquer une voiture. Place du Pilori, une 2 CV, portes ouvertes, clef sur le contact, on fonce. Le copain suit avec sa voiture, une Fiat blanche.

Le propriétaire arrive et voit sa 2 CV filer. Il repère la Fiat et porte plainte.

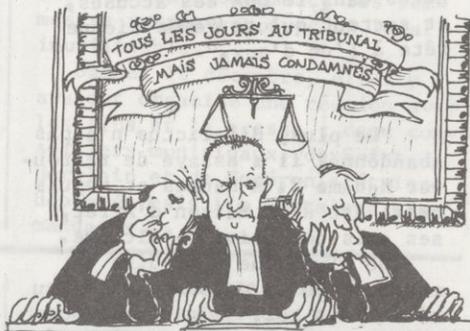
De l'autre côté, la course se termine. Le conducteur de la 2 CV "se plante". Une aile, la direction et deux pneus en vrac. On laisse le véhicule rue de Bel Air et on rentre, non sans avoir piqué le transistor et différents objets qui traînent dans la voiture.

Seulement voilà, les flics retrouvent la 2 CV. Le carabin conducteur a laissé trainer son carnet de chèques sur la banquet-

On retrouve la Fiat. On alpague les deux loubards d'occasion.

Flagrant délit, maintien en détention provisoire et nos deux étudiants se retrouvent mercredi devant le tribunal après avoir passé huit jours à Lafayette.

Le Président : "Des étudiants en médecine qui ont un comportement de vandales. Vous êtes d'une excellente éducation. Vous êtes intelligents, on peut se demander si vous ne vous êtes pas fourvoyés en raison de l'alcool".



Le Procureur qui a été étudiant ne se souvient pas avoir fait des choses pareilles.

"Je pense que ces 8 jours de détention vous serviront de leçon. Sous l'effet de l'alcool, vous avez retrouvé votre comportement naturel. Vous n'avez pas su conserver la barrière que l'éducation vous a donnée. Je demande une peine de prison avec sursis de trois mois et 2 000 F. d'amende."

Le tribunal a statué : 6 mois avec sursis et 1 500 F. d'amende.

Quand à la famille, elle s'est engagée à payer les dégâts causés aux véhicules.

LE PROXÉNÈTE LOCK-OUTÉ

HILARICTUS, un bien beau nom. 28 ans, chauve, roulant des épaules dans le box des accusés, il n'a pas la faconde des gens de son pays : le midi.

Le travail, connaît pas. Il "vit de mandats..." quand il n'est pas en taule. Faut dire qu'il y a déjà passé 8 ans, pour vol, recel ou proxénétisme.

Interdit de séjour en Gironde, connu à Perpignan, il est un peu grillé dans son pays. Alors, il est venu faire un tour à Nantes où il vit à l'hôtel.

En mai 1978, il fait la connaissance de Michèle, au chômage à l'époque.

Au début, tout va bien, mais au mois d'août, les caisses sont vides.

Alors, comme il le dit souvent pas besoin de travailler : "il y aura toujours des femmes pour travailler pour moi".

Un soir, au café "le Français" il présente un jeune homme à sa compagne : tarif : 300 F. la passe, ou 600 F. pour la nuit.

Michèle refuse, s'explique avec le client qui lui refile 200 F.

Hilarictus n'est pas d'accord, les taloches pleuvent. Puis, devant les refus répétés de sa compagne, il se calme et lui propose de partir à Perpignan. Là bas, il a des amis.

Perpignan, l'hôtel ATHENA, Hilarictus lui "trouve une place" à la DOLCEVITA, puis au BELVEDERE.

"Des établissements de nuit connus de la police et qui ont eu des ennuis pour proxénétisme".

Il connaît bien les deux patronnes de ces établissements, des femmes de confiance.

- "Il m'accompagnait le soir jusqu'à la porte de l'établissement et venait me chercher à la sortie. Pendant le travail, comme barmaid, nous n'avions pas le droit de sortir, de recevoir des visites ou des coups de téléphone ni d'ailleurs de téléphoner. La patronne remettait directement la paye à Hilarictus, environ 800 à 1 000 F. par soirée".

Président : "Hilarictus, vous êtes d'accord ?"

H. : "Non, je n'ai jamais touché d'argent. De toute façon, pour qu'il y ait proxénétisme, il faut qu'il y ait raccolage".

Chaque jour, Michèle rentre à l'hôtel. Coups, brûlures de cigarettes, à tel point que les clients de l'hôtel se plaignent.

Président : "Pourquoi frappez-vous Madame X. ?"



H. : "Elle était saoule et puis j'étais jaloux."

Président : "Si on introduit une femme dans ces établissements, on sait ce que c'est."

H. : "Non".

Président : "Vous n'êtes pas un enfant de coeur. Vous l'avez brûlée avec une cigarette sous l'aiselle et sur la main."

H. : "Elle a voulu m'embrasser, mais elle m'a brûlé avec sa cigarette, alors instinctivement, je l'ai brûlée avec la mienne."

Président : "Drôle de façon d'aimer une femme".

Michèle veut fuir Perpignan ; mais son "protecteur" veille.

Un jour pourtant, Hilarictus prend une douche ; rapidement, Michèle téléphone à un médecin. El-

le veut se faire hospitaliser. Elle y parvient, non sans mal.

Pour aller à l'hôpital, elle prend le taxi. Mais son "protecteur" y monte également et là, furieux, la tabasse. Voyant ça, le chauffeur qui ne veut pas d'histoire, les fait descendre... devant la caserne des pompiers.

Michèle s'y réfugie. Bienveillants les sapeurs téléphonent à une ambulance privée... Hélas, l'ambulancier est de connivence. De l'hôpital, pas question !

La campagne, c'est bien mieux, surtout plus tranquille, pour une bonne correction... et retour à l'hôtel.

Michèle en profite pour filer. Mais pas facile quand on a le visage tuméfié. Les chauffeurs de taxi refusent de l'emmener à la gare. Ils ne veulent pas d'ennuis avec le milieu.

Finalement, elle rentre chez ses parents à Nantes.

Au cours de cette déposition accablante, Hilarictus va nier. Pour lui, toute cette déposition est fautive. Tout du moins, c'est ce qu'on peut penser de quelques phrases prononcées au cours de l'audience.

Procureur : "Ce n'est pas si courant à Nantes de voir des proxénètes dans le box des accusés, et surtout qu'une femme tienne tête à l'un d'eux."

"De plus, Hilarictus n'a pas abandonné, il a essayé de retrouver Madame X. à Nantes et depuis qu'il est à la Maison d'Arrêt, ses amis ont suivi sa victime."

De plus, que veut dire ce mandat reçu en prison par l'accusé ? "Tais toi, je parlerai pour toi", parler à qui ?... à Madame X. ?"



Le tribunal a tranché : 6 000 Francs de dommages et intérêts à Madame X...

5 ans de prison et 5 ans d'interdiction de séjour pour HILARICTUS.

- D. B. -

Évasion à la Petite cuiller

Quatre insolents, pas vieux, dans le box du Tribunal. Ils ont tenté de s'évader de leur cellule en creusant vers le ciel, et pour "bris de prison", la justice les condamne.

A la suite des manifestations sur les toits, en 1974, la direction de la Maison d'Arrêt de Nantes a fait faire de discrets travaux : pose de dalles de béton, pour renforcer certains plafonds. Les quatre ne le savaient pas : et leur "belle" a raté.

En grimpant sur la murette de WC, ils ont creusé le plâtre : 60 cm à la petite cuiller, et à coup de poing. Plâtras récupérés, cachés dans la mousse d'un matelas



L'un d'eux n'a pas son avocat "Je lui ai écrit, il n'est pas venu". Président : "Vous êtes cités depuis le 26 novembre, vous aviez le temps de le prévenir". "On était au mitard : interdiction d'écrire..."

X..., un des quatre : "Pour l'évasion, je n'étais pas dans le coup. Pendant que les autres creusaient, moi, je dormais. Je ne savais rien".

Président : "Mais c'est bien vous, pourtant, qui avez dissimulé les gravats dans un matelas"

"Oui, Mr. le Président : ça faisait sale, par terre".

Avocat "Il règne une certaine solidarité à la Maison d'Arrêt. Ce n'était pas le rôle de mon client de jouer au délateur".

Tarif : 6 mois, 6 mois, 4 mois 3 mois. C'est bien : d'habitude, c'est 8 mois.

A retenir : si vous vous évadez sans casser la prison, vous n'êtes pas condamnable. Si on vous reprend, on vous gronde, seulement. On vous tape, aussi, plus ou moins : mais ce n'est pas légal. Protestez.

J.-P. C.

RENDEZ MOI MON 7,65

Mr. Guyo, 81 ans, - né le 21 juillet 1897, à Chalons sur Marne, retraité, propriétaire d'une petite villa, à Tharon. Plaignant, au Tribunal: 3 jeunes en virée, le soir, ont cassé un carreau de sa bicoque, fouillé les lieux, pris 70,00 F dans une petite boîte, et un pistolet 7,65 avec chargeur, et cartouches, dans un tiroir de table de nuit.

Mr. Fuyo, qui entend mal les questions du président, n'en veut pas aux voleurs. Il ne s'est pas



POUR NAUVEL
J'VAS M'ACHETER
UN COFFRE FORT
POUR MON
PISTOLET, UN
SYSTÈME
D'ALARME
BRANCHÉ
DESSUS ET
UNE ESCOUADE
DE VIGILES
POUR
SURVEILLER
LE TOUT

constitué partie-civile, il ne demande pas d'argent. Il veut seulement savoir si les loustics sont bien rentrés par la fenêtre, ou si

des fois, ils n'auraient pas une clé. Il veut surtout... qu'on lui rende son pistolet.

Le pistolet a voyagé: en quittant la villa, les jeunes l'ont jeté dans un fossé, ne sachant quoi en faire. Huit jours après, remords: l'un d'eux est revenu. Deux heures de recherche. C'est confus, un fossé. Il retrouve l'engin et le vend cent mille balles à un copain. Le copain, lui aussi, maintenant, est inculpé.

Verdict: un an, 8 mois, dont quatre avec sursis, 4 mois. Et restitution du pistolet. Monsieur Guyo est reparti content. Il pourra se défendre contre les voleurs.

J.-P. C.

femmes battues

Le mouvement SOS Femmes battues vient de se voir attribuer un local par la Mairie de Nantes. Doit-on en conclure que la situation s'améliore et qu'une action de grande ampleur, dépassant le bénévolat, est enclenchée ? Absolument pas.

Trois pièces dans un immeuble vieillot frappé d'alignement, les plafonds qui suintent, plusieurs

Tout se passe donc comme si la mairie de Nantes avait donné un os à ronger pour calmer un mouvement trop remuant mais aucune politique d'accueil et d'hébergement des femmes battues n'a encore pu être décidée au niveau de l'agglomération nantaise.

Les besoins sont pourtant énormes. Depuis le printemps 1977, date d'apparition d'un groupe SOS Femmes battues sur Nantes (groupe transformé récemment en association loi 1901) un nombre impressionnant de demandes a été recensé:

- M., 7 enfants doit quitter son domicile d'urgence avec ses enfants, Hébergement pendant 8 jours, garde des enfants, démarche auprès du juge, avocat, école. Avance d'argent.

- C., 3 enfants, quitte d'urgence le domicile avec l'enfant mineur. Déménagement. Hébergement 15 jours pour trouver un appartement et un avocat.

téléphones mais pas de ligne, pas de mobilier, aucune subvention de fonctionnement, les femmes se retrouvent avec un local inutilisable.

Samedi 16 décembre, elles y avaient organisé une réunion avec les élus et la presse; deux conseillers municipaux, de Saint Herblain et de Couéron, s'étaient déplacés mais ils n'étaient pas mandatés...

- D., 5 enfants, aide pour partir dans une autre ville, déménagement, prêt d'argent...etc...

Outre les femmes directement connues par le groupe Femmes Battues, des témoignages viennent de partout, avocats, travailleuses familiales, flics, services des urgences du C.H.U. pour prouver que le phénomène n'est pas marginal, qu'il touche toutes les classes sociales, allant bien au-delà de l'alcool ou de la misère.

Les femmes battues veulent partir, quitter le foyer. Souvent traumatisées moralement, blessées physiquement, elles ne sont pas en mesure de se prendre en charge seules, d'autant que la plupart n'ont jamais exercé de métier salarié.

Un premier temps de conseil, d'accueil, est nécessaire mais il faut aussi pouvoir les héberger, leur fournir de l'argent, un emploi.

L'association "SOS Femmes" ne veut pas (et ne peut)



S.O.S.

se charger des problèmes d'hébergement qui, pour elle, sont du ressort du service public. Jusqu'ici pourtant, en utilisant les voitures des membres, leur téléphone, leurs appartements, en passant du temps, en payant des cotisations, l'association s'est chargée de tout, jusqu'à l'épuisement des énergies.

L'Association veut aujourd'hui limiter son action à l'accueil, "pour aider les femmes à passer à l'acte, à exécuter leurs propres décisions, des femmes se rendront disponibles, au moment opportun mais toujours dans la perspective que la femme deviendra capable d'assumer sa propre destinée".

Pour l'instant, l'association a obtenu des murs mais aucune subvention. Elle ne peut donc jouer son rôle essentiel d'accueil, de soutien.

Les deux élus présents n'ont pas proposé de solution, simplement des pis-aller : "sur le budget de 1978 on va essayer de vous attribuer 500 ou 1 000 F. Plus tard, on verra".

L'Association estime les besoins à 75 000 F. en incluant un poste à mi-temps pour assurer les permanences. Tout reste à obtenir.

Les conditions d'hébergement n'ont pas évolué d'un pouce. Aujourd'hui cinq foyers existent mais sont toujours pleins ou imposent des critères ultra-restrictifs.

Ainsi le foyer de l'Arc en Ciel n'accepte-t-il que les femmes de moins de 30 ans avec trois enfants maximum.

Et il y aurait beaucoup à dire sur l'atmosphère des foyers, la discipline abusive, l'infantilisation des femmes.

L'idéal serait d'obtenir des HLM un pourcentage d'appartements réservés mais la conscience de ce problème est tout juste balbutiante. On citera simplement l'étonnement d'un responsable HLM devant le désir des femmes de quitter leur domicile. "Que

feriez-vous si vous étiez battu vous ?" lui ont demandé les femmes.

Les HLM exigent une caution pour attribuer un appartement. Or, le plus souvent, la femme est complètement démunie.

L'Association "SOS Femmes Battues" ne peut évidemment supporter cette charge financière. Une solution possible : que les bureaux d'aide sociale interviennent, mais les mairies font jusqu'ici la sourde oreille.

Pour débloquer cette situation, l'association envisage d'intervenir auprès de l'association communautaire de la région nantaise (ACRN) regroupant les 36 communes de Nantes et banlieue :

"Les femmes battues, ça n'existe pas qu'en ville. A la campagne les femmes battues ont encore moins d'issues alors elles osent moins en parler".

Une politique globale s'impose à l'évidence à un niveau intercommunal. Mais l'ACRN est-il l'organisme le plus approprié ? Rien de moins sûr quand on sait que ses principales interventions touchent à la voirie, aux transports en commun. L'association se propose d'agir en deux temps,

D'abord une réunion avec des élus et tous les services sociaux concernés vers la mi-janvier et puis une intervention à la prochaine session de l'ACRN. L'action auprès du Conseil Général (le département) n'a pas encore été entreprise mais les femmes y songent.

On ne peut qu'être modérément optimistes sur les résultats de ces actions quand on voit que sur 36 communes concernées et invitées deux conseillers municipaux seulement étaient présents, et encore à titre personnel.

Un témoignage pour finir, celui des infirmières des urgences au CHU : "Nous recevons quatre ou cinq femmes battues par semaine. Dernièrement l'une a eu un oeil crevé, l'autre un nez cassé. Quand on leur demande comment elles se sont blessées, elles disent souvent qu'elles sont tombées dans l'escalier".

- G. D. -

mots croisés

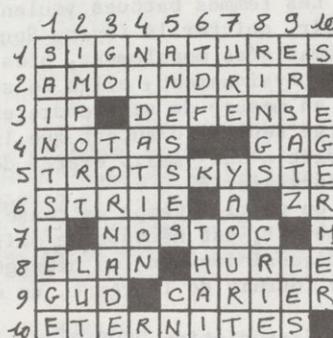
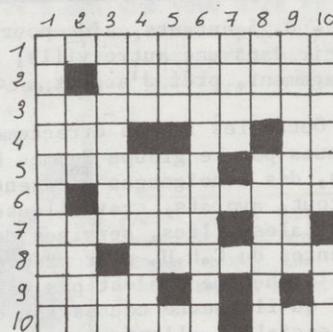
HORIZONTALEMENT

- 1 - Attrape-nigaud
- 2 - Fendant
- 3 - Insister lourdement (Δ)
- 4 - Bain de pied royal - go - note -
- 5 - Bande qui a fait couler beaucoup d'encre - elle chante à l'envers
- 6 - Il sort toujours en bande
- 7 - Manques de voies - adverbe
- 8 - Zone érogène ? (phonét.) - bouffées d'opium (du peuple)
- 9 - De 8 pour les fumeurs
- 10 - Babas (pas au rhum) - démonstratif

VERTICALEMENT

- 1 - Il a la tête au soleil espagnol et l'esprit dans la tombe
- 2 - Plus italien - Petit navire
- 3 - Parties planes du corps - Vieilli en bégayant
- 4 - Crème anglaise - Pour des gens cu-lottés
- 5 - Barbouze de papier - dans les bran-cards quand on n'est pas invalide
- 6 - Confessionaux nocturnes
- 7 - S'éclate en fumant -
- 8 - Voyage en sous sol - Percepteur des impôts
- 9 - Haine polie
- 10 - Hait "viscéralement" - Ecoute téléphonique.

Problème n° 7



solution n° 6

PETITES annonCES

R 6 - URGENT

A vendre TRES URGENT

R 6 L 1974 - 67 000 km très bon état - prix à débattre.

Téléphoner aux heures de bureau : 76.31.95. (poste 426).

GUITARE

Vds: Guitare Electrique "Paul Beuschler imitation Gibson" et Ampli, 15 Watts, prix 800 F. S'adresser Jean Michel Lebeau, tel. (41) - 66.89.15

A VENDRE BELLE MOUMOUTE

afghane - Taille 38 - prix à débattre.

S'adresser à Sylvie COURTIER 4, rue de la Ville en Bois NANTES - jeudi 21 décembre à partir de 10 H 30.

LARZAC ET SAC

Le gars qui a récupéré le sac plastique oublié dans le car parti de Paris à 8 H (le 2 décembre) est prié de le ramener à l'APL.

VIVRE A TRENTEMOULT

TRENTEMOULT - LES ILES

Le POS de Rezé vient d'être soumis pendant un mois à enquête publique et ce après une série de réunions de présentations de la part de la Mairie. Il n'est pas besoin de s'étendre sur ce que constituent de telles réunions. Il s'agit dans tous les cas d'une formalité où les techniciens présentent un travail qu'ils ne veulent plus voir mis en cause, ils amènent à cet effet les arguments les plus farfelus avec l'autorité que leur confère leur position et un langage bien hermétique.

C'est ainsi que la réunion de Trentemoult les îles a failli mal se finir: les gens de ce vieux quartier populaire de l'agglomération nantaise (75 % d'ouvriers et employés) connaissent parfaitement les problèmes de leur quartier et les solutions à y apporter; seulement quand on déclare "qu'une centrale à béton à empoisonné les prés de la Californie ou on pique-niquait autrefois en famille," ça ne fait pas sérieux pour des Messieurs qui raisonnent en zone UA 1, UG ou ND.

la plage du pauvre

Le Comité de quartier s'est donc réuni pour répondre collectivement à l'enquête publique en s'efforçant de mettre les multiples bonnes idées en langage "clair" de technicien.

Quels sont les problèmes du quartier:

- D'abord la disparition des espaces verts qui autrefois constituaient l'environnement des îles: bras du Seil où se reproduisaient anguilles et esturgeons terrains de la Californie où l'on flirtait sous les hêtres et les peupliers, place de Beaurivage ou entre Trentemoult et Northouse venait se baigner la classe ouvrière nantaise (location de maillots de bain); la "plage du pauvre" on l'appelait. Et le succès était tel qu'il fallait parfois attendre trois bateaux pour pouvoir traverser vers

Chantenay et Nantes le Dimanche soir (100 personnes par traversée).

Tout cela a été bouffé petit à petit par la zone industrielle de Rezé: remblais, route de Pornic, entrepôts...

marinas?

Et aujourd'hui le POS vient entériner ce fait. Trentemoult les îles que certains auraient bien aimé voir raser, seront complètement engloutis dans la Zone Industrielle. Trentemoult et les îles classées en zone protégées seront condamnées à devenir des petits villages-musées où la spéculation immobilière ne tardera pas à s'abattre quand le pont autoroutier aura été réalisé à Chéviré et que le nouveau port de plaisance aura attiré une clientèle séduite par ce "village-marina" conçu plus d'un siècle par les grands parents de ceux qui vivent ici.

C'est donc là le premier point sur lequel se battent les îliens: sauver ce qui peut l'être encore en espaces verts, en rectifiant même les erreurs passées comme celles qui fut de vendre à l'entreprise Colas la plage de Beaurivage que les trentemousins auraient préféré voir transformer en camping. Et comme des espaces verts pour des espaces verts ça n'est pas folichon, ils demandent en plus le développement du village en habitations neuves, conçues en plan d'ensemble pour que les villages ne meurent pas et que par des logements sociaux reprennent l'organisation et le mode de vie

des villages. Il n'y a qu'à voir la Croix-Jeanette où il est clair que les architectes ont repris en des semi-collectifs les formes d'habitats traditionnelles des îles.

Quand aux parcelles de Zone industrielle que cela éliminera, pourquoi ne les retrouverait-on pas ailleurs dans la commune où les terrains disponibles sont nombreux, ce qui aurait l'avantage de rapprocher les emplois d'autres zones d'habitation.

rencontres

D'autant plus, que sur l'actuelle zone ce sont surtout les entrepôts et les magasins sans nécessité portuaire qui prolifèrent. Il n'y a donc pas de contrainte de réseau industriel et ce n'est pas ça qui fournit beaucoup d'emploi. Les gens des îles demandent d'ailleurs que des vrais usines non polluantes soient installées sur les parcelles encore disponibles.

En plus de détails portant sur la voirie mais où la "concertation" ne semble pas avoir été le fait des aménageurs, les habitants demandent des équipements de rencontre et font même des propositions concrètes contre les vagues promesses inscrites au POS. Il faut souligner que les îles sont particulièrement défavorisées en équipements sociaux et culturels et que les jeunes, nombreux pourtant (30 % de - 20 ans) n'ont qu'une aubette de bus pour se réunir.



Ainsi, mercredi dernier, l'association "vivre à Trentemoult", les îles", nouvellement créée dans le but de défendre et développer la qualité de la vie du quartier présentait en conférence de presse-débat la pétition contre-POS du Comité de quartier: 265 signatures des familles, c'est à dire de la presque totalité du village.

Aujourd'hui, il reste à faire accepter au groupe de travail du POS et à la municipalité de Rezé de revenir sur une décision de développer la zone industrielle prise il y a quinze ans... à un moment où la "concertation" en matière d'urbanisme n'était pas encore à la page... donc affaire à suivre.

Correspondant A. P. L.



EAIRE NUCLEAIRE NUCLEAIRE NUCL

emploi et nucléaire

La commission "nucléaire et emploi" de la coordination des comités de la Basse Loire, après l'élaboration du document: "le nucléaire contre l'emploi" a entamé l'ébauche d'un deuxième texte sur les besoins énergétiques et le nucléaire, qui sera diffusé aussi sur les quartiers et de l'intérieur des entreprises.

Toutes personnes intéressées à la rédaction de ce document sont invitées jeudi 28 décembre à 20 H 30 26 bis boulevard R. Schumann à NANTES.

recyclages

"Chômeur depuis plusieurs mois (chômeur privilégié à 90 % du salaire antérieur). Je reçus une lettre m'annonçant que l'ANPE était en mesure de me placer, et me demandant de me présenter à ses bureaux, me fixant un rendez-vous.

Je me présente donc à ce rendez-vous.

Là, on me dit qu'il y avait une place très bien rémunérée mais que l'inconvénient, ce n'était pas dans la région, mais toujours sans nommer l'entreprise.

A la fin de l'entrevue, on m'expliqua qu'il s'agissait d'une place d'électromécanicien dans une usine de "retraitement des déchets radioactifs" se trouvant du côté de Cherbourg, à la Hague je crois.

Apparemment, la COGEMA (exploitant de la Hague) rencontre de plus en plus de difficultés à recruter du personnel sur place et fait appel à l'ANPE pour diffuser nationalement les offres d'emplois."

- un lecteur -

mieux que le recyclage des déchets:
offres d'emploi

le recyclage des codes: LE MONDE — 7 décembre 1978

UNE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE
liée à un très grand groupe industriel français, cherche à ordonner son activité en plein développement pour le
SECTEUR NUCLEAIRE
(cycle des combustibles et périphériques techniques de centrales nucléaires). Elle souhaite recruter

**le responsable
secteur nucléaire** **EMPLOI!**

- Pour ce poste, l'accent est particulièrement mis sur :
- la connaissance des rouages et des hommes de ce domaine ;
- la capacité à faire travailler des équipes pluridisciplinaires ;
- la volonté d'associer son développement de carrière personnelle au développement de cette activité.

Seul un homme de premier plan peut donner toute sa dimension à ce poste. Les perspectives seront alors importantes.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

BLOCUS

Arrivée prochaine dans le port de Cherbourg du "PACIFIC FISCHER", cargo japonais transportant 14 tonnes de combustible irradié destiné en grande part à l'usine de retraitement de la Hague.

Comité d'accueil étoffé : une vingtaine d'organisations et partis de gauche (pas le P.C. quand même...) et les écologistes. Une opinion locale bien sensibilisée, inquiète de la nucléarisation à outrance du nord Cotentin. Débrayages prévus ; notamment à l'Arsenal. Intervention sur mer des pêcheurs côtiers (le secrétaire du syndicat parlant même de "boucher le port"...).

La direction de la COGEMA, dans le louable souci de ne pas "perturber la circulation dans le centre ville de Cherbourg" avait pensé acheminer les "châteaux" renfermant les déchets des centrales japonaises par voie ferrée jusqu'à Equeuderville, puis par route jusqu'à la Hague. Obstacle majeur : la municipalité d'Equeuderville, bientôt suivie par celles de Cherbourg et d'Octeville, vient de pondre un arrêté interdisant sur le territoire de la commune "la circulation de tous convois exceptionnels transportant des déchets issus de centrales nucléaires"...

Aux dernières nouvelles, le "Combattant de l'Arc en Ciel" qui devait, avec à son bord un équipage de volontaires internationaux du mouvement "GREENPEACE", s'opposer "de façon non violente" à l'arrivée du cargo, ne se rendra pas à Cherbourg.

ÇA BAIGNE POUR MOUCHARIDON



LEO LAGRANGE :

socio-cul. sous controle

OU: ANIMATION EN DERAPAGE CONTROLE



Une grande nouvelle: Tout est politique. Et la pratique d'animation socio-culturelle n'y échappe pas. En reconnaissant cela, Leo Lagrange a le mérite de jouer cartes sur table: l'animation c'est une pratique politique. La semaine de préselection annonce moins la couleur: les gens seront pris selon leurs capacités uniquement dicit Chauvel. Jusqu'à ces dernières années, la pratique des travailleurs sociaux était plutôt du domaine des bonnes oeuvres sociales: dames patronesses et boy-scouts de quartier au service de la morale bourgeoise et de l'idéologie dominante. Le controle social à l'état brut.

Si cette catégorie existe toujours et demeure un anesthésiant efficace des contradictions du cadre de vie, il y a aussi des

"profils de gauche" du travailleur social: Leo Lagrange en fait partie.

Il se trouve qu'on parle beaucoup de Léo Lagrange à Nantes actuellement. Il serait dangereux d'en faire un bouc émissaire, ce dont les autres associations d'animation et d'éducation populaire ressortiraient blanchies. Léo Lagrange c'est clairement le projet PS en matière d'animation mais l'étude d'autres associations (CEMEA, Francas, UFCV, Ligue de l'enseignement...) montreraient sans doute que par rapport à l'animation elles sont des courroies de transmissions d'idéologies réformistes. Bref, l'animation socio-cul sur Nantes ça n'est pas que Léo Lagrange et ça mériterait un débat large et ouvert sur le sujet

.....

MAIN BASSE SUR L'ANIMATION

Le Club Léo Lagrange, avant mars 77, c'est un des 3 ou 4 plus gros Clubs Sportifs Nantais (aviron, hand ball, etc...). En plus de ça, quelques "prestations vacances et l'organisation de réveillons. Point. Dans les portes, quelques noms connus: Chenard, Jouannic, la vieille SFIO... Mais 77 les Socialistes "prennent" la Mairie et entendent contrôler le secteur social. L'Institut Léo Lagrange est née. Léo Lagrange a des locaux rue d'Allonville, rue des Hauts Pavés. Les postes Léo Lagrange sont créés: Orvault, Nantes, St. Nazaire. A terme ce sont toutes les communes PS qui en seront dotées. L'appareil dirigeant de Léo Lagrange est constitué des mêmes personnalités que l'appareil PS: Jouannic remplace Chenard au Conseil exécutif de la Fédé-

ration Nationale Léo Lagrange. Tampréau adjoint à la jeunesse s'occupe donc du secteur socio cul: il est aussi président de l'office des centres sociaux, patron des Foyer du Jeune Travailleur et "personnalité compétente" pour l'Institut. Le président de l'Institut c'est Chenard. Dans le Conseil d'Administration on trouve Saliou, adjoint à la gestion (finances), personnel, voir conflit avec les Pompiers...), il y a aussi des Maires PS de la région: Hervé (Rennes), Auxiette (La Roche sur Yon), Evin (St. Naz.), Bourgoin (Orvault), Floch (Rezé) Ey-rault, (St. Herblain), tous PS.

Léo Lagrange une association en pleine croissance ou en pleine poussée d'expansionnisme? Tout se passe sans débat avec les autres organismes d'animation et d'é-

ducation populaire (UFCV Culture et Liberté, Ligue de l'enseignement Francas, CEMEA). Pas plus de débat public avec les habitants des quartiers.

Récemment, à propos des POS la Mairie menait campagne sur le thème "Non à l'urbanisme du Secret Pour l'animation et le secteur socio-culturel il semblerait que tout s'élabore dans le secret des cabinets de Chenard et autres pontes du PS. La politique officielle du PS en la matière c'est de renforcer la vie associative et de faciliter l'expression des groupes des citoyens. En réalité tout ce que fait le PS c'est de renforcer Léo Lagrange et ainsi son contrôle sur l'animation. On parle de construire la démocratie (ce qui passe par des débats publics dans les quartiers) et, ce qui se passe, en fait, c'est la construction d'un appareil.

UN OFFICE FANTOME

Presse Océan du 11/4/78:

Création à Nantes d'un Office Municipal de la vie associative et culturelle

La municipalité nantaise vient de décider de créer un Office Municipal de la vie associative et culturelle.

Cet office vise à la réalisation de trois principaux objectifs :

● Des tâches permanentes d'information et de liaison : faire connaître les associations et groupements culturels, coordonner les programmes ou travaux de ces associations, réaliser des tâches communes dans un esprit de coopération.

● Elaboration de propositions concrètes en matière de politique culturelle à Nantes : une assemblée générale consultative des représentants de tous les mouvements aura lieu prochainement. Les représentants auront à préparer dans un délai de deux mois la formulation d'un certain nombre de propositions concrètes destinées à entrer dans le cadre d'un plan programme de quatre ans (1979-1982) précédé d'une période de transition d'un an (1978). Plan programme ainsi que la période de transition devront notamment sur les points suivants :

- La construction de nouveaux lieux culturels
- La transformation ou la répartition des locaux anciens
- La création de postes d'animateurs - et les mesures propres à une formation continue d'animateurs - dans les associations.
- L'octroi éventuel de matériel éducatif, dictatif, audio-visuel, aux groupements ou associations.
- Les opérations de formation du personnel municipal affecté à l'office et des responsables de l'animation.
- L'évolution de la politique des subventions
- La signature de contrats avec l'Education (nationale) et l'université en vue d'une mise à la disposition de la ville de leur potentiel matériel, scientifique et éducatif.

- Les relations d'instauration d'échanges constants entre la population et les élus municipaux.
- Les rapports avec les organismes spécialisés (Maison de la Culture, Opéra, O.P.P.L.).

Deux mois après, cette assemblée examine et vote les propositions ainsi élaborées. Les votes obtenus ont valeur strictement consultative : la décision finale appartient aux seuls élus municipaux. Des contrats pluri-annuels pourront dès lors être signés avec telle association ou tel groupe d'association.

Cet office n'a jamais vu le jour. Cependant, on trouve là un exposé de la technique des socialistes par rapports aux quartiers populaires.

DESAMORCER LES CONFLITS

Pour savoir quel serait le rôle de l'animation dans cette structure, laissons la parole à Tampréau qui dans un compte rendu de la 3ème rencontre du groupe national des animateurs socialistes (qui dépend du Secrétariat National à l'action culturelle du PS) explique: "(...) dans le cadre d'une action d'animation municipale, l'animateur doit il être la courroie de transmission entre la municipalité (ou le parti) et les habitants ou association ou bien doit-il permettre aux groupes de s'exprimer et d'amener ainsi, le cas échéant, la construction d'un contre pouvoir dans la cité (...). L'animateur doit permettre aux habitants de quartier, d'exprimer leurs aspirations. Celles-ci peuvent aller en contradiction avec les propres positions municipales, mais les socialistes élus doivent être capables d'assumer ces contradictions (...)."



de conflit sur les objectifs entre un animateur et une municipalité, ce conflit doit pouvoir s'exprimer publiquement dans le cadre des comités locaux, départementaux ou régionaux du développement culturel et du cadre de vie (dont le PS est à l'initiative du projet). La décision finale revenant aux élus."

On devine dans ces textes le rôle que donne le PS aux comités de quartiers: des structures ou des conflits de contestation apparaissent s'exprimer et qu'on désamorce à coup d'information et de concertation. Dans ces structures de représentation, de discussion



personne n'est exclu. Par contre il faut jouer le jeu et les groupes de passion de contestation devront laisser leur agressivité au vestiaire pour devenir des "partenaires de la vie sociale", groupes responsables capables de comprendre que leur intérêt passe plus par les institutions de ce genre que par la lutte dans la rue. Les Municipalités proposeront discussions débats respectant souvent les règles de l'objectivité (un pour, un contre) que de susciter une mobilisation. Si la pression devenait trop forte, elle serait orientée sur des objectifs réalistes, délimités, à court terme.

UNE FORMATION «AD HOC»

Pour se conformer à ce tableau de la politique socio cul du PS, l'institut Léo Lagrange est née à Nantes. Ses activités ont débuté en janvier 78. Formation d'animateur. Dès le début, ça a le mérite d'être clair; la liaison au PS n'est pas cachée. Mais quel est le profil souhaité pour les animateur?

grands ensembles urbains ne sont pas des loisirs mais il faut reconnaître sur les quartiers des contradictions nouvelles: "Décideurs"/"Usagers" - temps de travail/hors travail, chômage, baisse de la participation sociale, délinquance, etc...

Les animateurs se doivent donc d'avoir les éléments par rapport à ces problèmes. Il doit pouvoir considérer l'ensemble des contradictions sociales et les prendre en compte en organisant collectivement les habitants. Il doit faire cohabiter ensemble 3ème âge, jeunes, adultes, syndicats, femmes, immigrés. Bien sûr,

L'animateur c'était avant tout quelqu'un qui gérait un équipement. Il connaissait quelques techniques d'expression de "création", photo, poterie, etc... Mais Léo Lagrange s'inscrit dans un autre cadre: les problèmes des

le cadre d'intervention ne doit pas dépasser les limites données par les postes municipaux PS. Il s'agit donc d'organiser la force sociale pour canaliser dans le bon sens la contestation. L'animateur a donc un rôle plus politique et il devra être armé de techniques appropriées. Notions d'urbanisme techniques d'information, de communication, technique de groupe ("psychologie de réunion"). Et puis ces techniques il doit pouvoir les enseigner aux éléments les plus avancés des habitants du quartier. Ainsi il doit susciter, dégager une élite de militants de quartier.

La "prise en charge" comme technique de domination, de contrôle... Pour le PS le contrôle des quartiers populaires passe, entre autres, par le contrôle des travailleurs sociaux.

A Léo Lagrange la sélection politique à l'entrée joue ce rôle: il faut tenter d'éliminer des le départ les éléments qui ne seraient pas trop façonnables au moule. Il faut des gens déterminés à agir dans les quartiers populaires mais relativement dociles et pas trop en opposition avec la ligue PS.

LE FORCING SE MET EN PLACE

A Nantes, ce phénomène Léo Lagrange est jeune, encore timide. D'après ce qui se passe dans des villes comme Lille (Mauroy) ou Marseille (Deferre), on peut voir que l'Institut est là pour former des animateurs mais aussi pour dégager des cadres, des gens qui auront des postes à responsabilité: (par exemple coordination d'animateurs Léo Lagrange pas en prise directe avec les quartiers mais sous les ordres du Maire). Sur la région les volontés de s'implanter commencent à s'exprimer: la rénovation du Quartier Richebourg (près de la Gare de Nantes), c'est l'occasion de placer des gens et de faire une expérience de travail social communautaire: l'animateur discutant avec les habitants et négociant avec la municipalité un interlocuteur reconnu jouant le rôle de sonde et de tampon.



A St. Nazaire, une enquête sociologique sur Kerlédé payée par la municipalité mais supervisée par Léo Lagrange: là c'est pas trop mal, au lieu de balancer des gens dans un équipement, on se renseigne sur les besoins du quartier (rouvrir le centre social ou autre chose?)

Léo Lagrange voudrait à terme décrocher des contrats comme ça partout et vise le monopole de tout ce qui sera animation.

Le représentant de commerce de Léo Lagrange est Chauvel qui fait le forcing pour placer ceux qui seront retenus après leur formation. Une étude de besoins sera faite pour justifier la présence de l'animateur dans tel secteur.

Dans la région, ce sont seulement des tendances. Dans les villes tenues par le PS depuis plus

longtemps, le contrôle est déjà en place. L'ex SFIO ne s'en tient pas seulement à ça: le cabinet de Chenard tient à s'assurer le contrôle des élus PS de la Basse-Loire (l'association pour la formation des élus créée de toute pièce par Léo Lagrange, Urba Conseil, etc...).

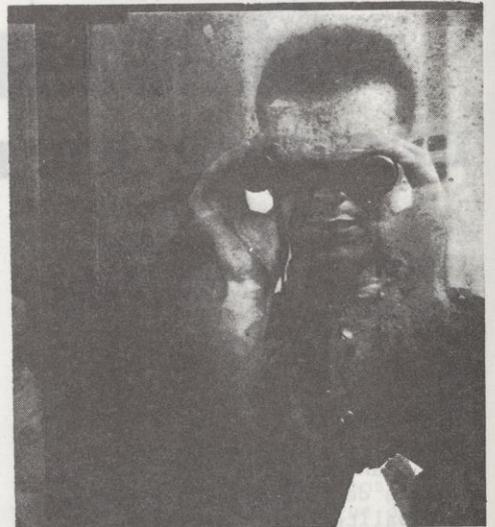
Actuellement, les militants PS et PC sont peu nombreux à faire un travail sur les quartiers populaires. Les travailleurs, militants dans leur boîte, ne sont pas beaucoup sur leur quartier. Les seuls à se frotter aux contradictions sont les travailleurs sociaux. Les socialistes entendent bien aussi s'appuyer sur le dynamisme des associations de quartier mais la conjoncture, mon cher, n'est pas très dynamique en ce moment. Alors? Alors on place des pions, création de postes d'animateur, contrôle de la formation. Sans débat, le PS installe son contrôle.

Les grands projets, l'office municipal de la vie associative et culturelle les comités de quartier restent dans les dossiers.

A coté de ces belles phrases sur la vie associative, la situation dans les quartiers n'est pas brillante: Les centres sociaux sont dans la merde. Coté fermeture y a ce qui faut: Maison de Quartier de Bellevue fermée depuis 2 ans, Centre Social du Bout des Pavés depuis 1 an 1/2, Maison de Quartier des Dervallières depuis 15 jours, terrain de l'aventure de la petite Sensitive, depuis 3 mois. Les discours ronflants et assez vagues d'avant les élections ont cédé le pas à un vide dans les faits. Le PS n'a en fait rien de concret à proposer pour l'animation des quartiers populaires, pas de projet réel, on sent la municipalité un peu dépassée par les événements. La machine n'est pas encore bien rodée mais ça viendra bien vite ne désespérez pas. Pour le moment on construit l'appareil. Le contrôle suivra. Question de patience.

■ Inspecteur Palmer et Bougret

L'autre hic, c'est que cette sélection politique se fait sur des fonds publics: le budget de l'Institut est formé à 60 % par l'Etat et 40 % par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales. Sur ce budget 5 % retournent à la Fédé Nationale Léo Lagrange et 20 % à la Fédé régionale. Le reste est pour le fonctionnement de l'Institut. Les stagiaires sont salariés par la direction de la Main d'Oeuvre au titre de la formation permanente. Un financement habile pour servir la mainmise PS sur le socio-cul.



LE DERNIER QUARTIER EST TOMBÉ SOUS NOTRE CONTRÔLE... ENVOYEZ LES SUBVENTIONS!

LEO LAGRANGE PROGRESSISTE ?

Il faut signaler que Léo Lagrange n'est pas un corps homogène. Cette association est tenue à Nantes par des notables qui sont installés depuis 10 ans dans leur fauteuil. Au plan national la Fédération a pris des positions intéressantes: campagne en faveur du boycott de l'Argentine au moment de la Coupe du Monde de Foot. Cette campagne nationale n'a pas été reprise à Nantes par les responsables locaux. Au plan national, la position sur le nucléaire semble plus à gauche que le PS. La Fédé a produit par exemple un document intéressant sur les études d'impact pour les centrales 'impacts avec le diable'. A Nantes, les responsables locaux ne semblent pas si nettement antinucléaires...

SOCIO CUL SOUS CONTRÔLE



quelle pratique sportive?

Depuis bientôt deux mois, le COBA de Nantes annonce ses réunions autour du thème : "sport et compétition". Si aucun compte-rendu ni aucune autre information n'a été donnée sur cette question c'est parce qu'un certain temps a été nécessaire pour aboutir, à ce que nous présentons aujourd'hui. Il s'agit d'un texte de travail relativement long dont le contenu, longuement discuté, est destiné à susciter des critiques, des propositions, et des prolongements concrets sur la question de la pratique sportive.

Disponible au COBA, ce texte se divise en 4 parties : une introduction sur la démarche que nous proposons, une critique de l'encadrement et de la normalisation du sport, une approche des différents aspects de la compétition, et enfin des propositions pour une pratique sportive alternative. En guise d'échauffement, nous présentons aujourd'hui quelques extraits de chacune de ces parties.

« (...) Nous nous sommes rendus compte récemment de la faiblesse de nos connaissances quant aux phénomènes sportifs, et de notre isolement face au monde des "pratiquants". Le but de ce texte est d'y voir plus clair nous mêmes et d'engager un dialogue avec ceux qui essaient d'avoir une autre pratique corporelle tant dans les structures officielles (Educ. Nationale; clubs etc...) que dans des activités parallèles. Avec eux, nous nous proposons d'avancer pour établir une sorte de charte, véritable trait d'union entre nos refus épars. Autant dire que ce texte n'est qu'un document de travail(...)»

NORMALISATION DES PRATIQUES

(...) Les fédérations sportives, si elles ne sont pas toutes de grosses entreprises (comme le foot), sont là pour unifier et centraliser toute activité à l'intérieur de celle-ci. Toute pratique "sauvage" d'une quelcon-

que activité sportive devient vite de fait, impossible. Le lieu (stade, terrain) où elle se pratique doit toujours être fixe, mesuré, réglé, normé donc, c'est à dire le même pour tous.

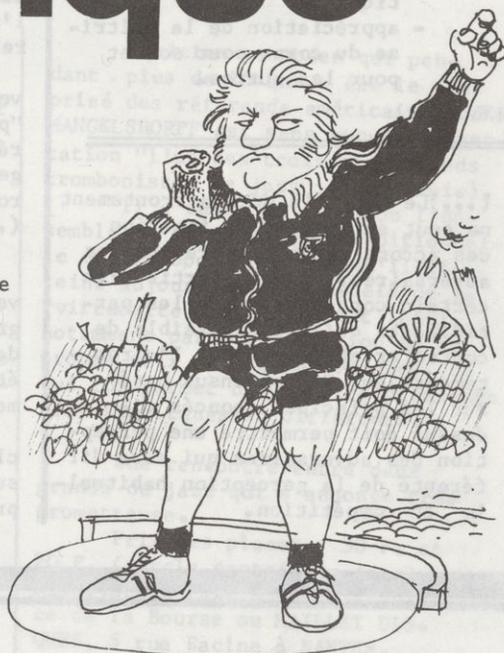
Un exemple : le skate-board qui par l'intermédiaire de sa nouvelle fédération ne pourra se pratiquer d'ici quelque temps que sur des terrains codifiés (à entrée paysante bien entendu) et non plus sur le trottoir public(...)

FACETTES DE LA COMPETITION

Elle peut-être l'occasion de rivalités personnelles ou entre des groupes, en vue d'une consécration, en vue d'intérêts chauvins (...). Les joueurs sont alors investis par une population qui leur délègue ses intentions (...).

La compétition peut-être "humanisée". On cherche alors à y développer un certain esprit sportif. Bien souvent, cela devient la caution démocratique du vainqueur serrant la main au vaincu. Il s'agit de moraliser l'affrontement sans en changer le sens (...).

La compétition peut aussi être des rencontres qui dépassent le respect de l'adversaire pour reconnaître les acquis des différents joueurs et vouloir les partager (...).



PRATIQUES ALTERNATIVES

(...) Essayer de développer une autre pratique sportive, c'est manifester une certaine volonté de vivre selon d'autres rapports sociaux. Une pratique alternative, c'est une amorce de nouveaux "rapports" entre "sportifs", c'est à dire utiliser le jeu-sport comme moyen de communication et d'épanouissement personnel.

Dans ce cadre, l'affrontement prend un aspect particulier puisqu'il est subordonné à la reconnaissance et l'acceptation de principes minimums :



- reconnaissance de ou des adversaires comme partenaire(s) de jeu ;
- finalité accordée au plaisir, non au résultat ;
- volonté d'une progression commune dans le sport pratiqué ;
- appréciation de la maîtrise du corps pour soi et pour les autres.

(...)
Le contrôle de l'affrontement ne peut exister qu'en fonction des accords qu'ont entre eux les adversaires. C'est à partir d'un certain consensus entre les participants qu'il est possible de contrôler et développer l'affrontement-jeu. Ce consensus basé sur les principes énoncés ci-dessus doit permettre une perception des adversaires qui sera différente de la perception habituelle en compétition.

La technique sportive doit être soumise à critique. D'une part dans plusieurs sports collectifs, elle ne sert qu'à accentuer la division des tâches au profit du résultat. En renforçant la spécialisation, elle renforce aussi une hiérarchie au sein de l'équipe en fonction du résultat recherché.

D'autre part, elle est souvent source d'abrutissement : "parfaire sa technique", c'est répéter inlassablement les mêmes gestes pour devenir des petits robots sportifs.
(...)

La prise en charge collective peut seule permettre de transgresser les modalités habituelles de l'affrontement, tant dans son état d'esprit que dans ses réglementations.

Il s'agit par exemple du non cloisonnement des catégories (âge sexes), particulièrement dans les pratiques collectives.

La mixité est bien souvent perçue comme "amusante" dans un premier temps, mais devient lassante pour les mecs qui se sentent frustrés, n'osant plus jouer "dur" incapables de s'adapter à une force différente ; comme s'il n'y avait pas de plaisir sans taper fort, contacts durs etc...

(...)
Cette démarche collective nécessite une confrontation et de nombreuses discussions. Or, nous sommes bien conscients qu'entre la vie quotidienne, le boulot, les activités diverses, il reste déjà peu de temps pour le sport. Alors, si en plus, il faut se retrouver pour discuter

... pourtant, ça nous paraît indispensable.

- COBA-COSIR -

Si la totalité de ce texte vous intéresse, écrivez au COBA, c/o APL 26 bis boulevard R. Schumann 44300 NANTES.

Ce sont les péripéties du petit bourgeois Mockinpott, qui avait placé sa confiance dans un ensemble cohérent : travail, famille, patrie, etc... et qui se trouve rejeté par cet ensemble.

LE
théâtre de
L'ALIBI

VOUS
INVITE A
DECOUVRIR

**DERNIERE
REPRESENTATION!**

Réservations à partir du
lundi 18, au Sillon, ou
chez D. Monnié, 17 av. du
Parc de procé à Nantes.



comment

**MONSIEUR
MOCKINPOTT**
fut libéré de ses tourments

COUSTUME / MARQUE /
JOSEE GRUBER

MUSIQUE
JEAN MONNIE
MISE EN SCENE
DANIEL DUPONT

peter weiss

Cellule de
Recherche et de
Création
Théâtrales

le
**vendredi 22
décembre**

au centre
socio-
culturel
du
**SILLON de
BRETAGNE**
à 21 h.

Un jeu comique qui montre
les illusions que l'on
peut se faire des institu-
tions.

JAZZ



STEVE LACY (sax soprano) et ALBERT MANGELSDORFF (trombone) Mercredi 20 décembre Salle Vasse.

Deux fortes personnalités du jazz contemporain, Steve Lacy et Albert Mangelsdorff, donneront mercredi prochain, à l'initiative de

ECHANGERIEZ-VOUS UN BARIL DE LACY CONTRE DEUX BARILS DE MANGELSDORFF ?

Nantes Jazz Musique ouverte (cercle nantais du jazz), un concert unique, à ne pas manquer pour les amateurs de jazz moderne.

STEVE LACY bien connu des nantais, c'est la troisième fois qu'il se produira à Nantes n'est pas un nouveau venu sur la scène du jazz. Après avoir eu une grande activité aux Etats Unis entre 1960 et 1970 jouant notamment avec Thelonus MONK, Cecil TAYLOR, Don CHERRY, Gil EVANS, il s'installe à Paris en 1970.

STEVE LACY est un musicien à avoir quelque chose à dire et à savoir comment le dire et l'un des rares saxophonistes, sinon le seul, à avoir organisé tout son univers musical autour du soprano, instrument dont il est devenu le spécialiste incontesté.

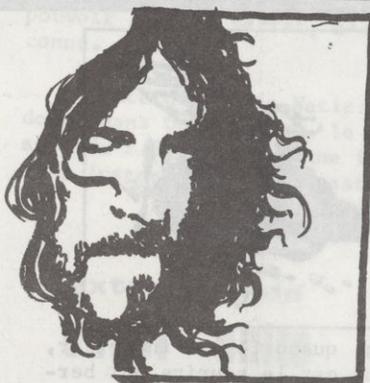
Musicien européen qui pendant plus de 15 ans a été le plus prisé des références américains ALBERT MANGELSDORFF est sans aucune contestation "l'un des trois plus grands trombonistes de jazz" (John Lewis).

Il a remis en question l'ensemble de la technique traditionnelle du trombone au point qu'il atteint aujourd'hui un au-delà de la "virtuosité" littéralement inouï, notamment par l'utilisation de sa propre voix et des harmoniques, ce qui lui permet de produire plusieurs sons simultanés et différents.

Une rencontre entre deux grands du jazz qui s'annonce très prometteuse.

Prix des places : 30 F. et 20 F. (cercle nantais du jazz). Réservation FUZZ DISQUES, 2 place de la Bourse ou MAILLET DISQUES, 5 rue Racine à NANTES.

DJAMEL ALLAM



Quelques remous diffus dans la salle parfois, dus au refus de la spécificité Kabyle par une partie des Algériens ?

La musique arabe est répétitive et les rythmes lancinants s'accroissent presque toujours ; ruptures, multiplication des percussions (intégration d'une batterie) et superposition des rythmes

Au luth (le mot est d'origine arabe) un musicien qui "tricotait pas mal" (sic). Un festival !!!

La salle dansera bien sûr, mais rien à voir quand même avec le délire sous entendu par Presse Océan :

L'image qui reste de la soirée est bien celle de ces centaines d'immigrés, rythmant de leurs bras tendus, leurs chants et danses populaires. Il eût fallu une salle de mille places, pour une expression plus totale de leur joie d'être ensemble. L'idéal, l'impossible pour l'heure, qu'ils se retrouvent un soir, sous leur ciel d'Afrique, dans leur climat, sur leur terre.

La raison évidente, c'est que près des 2/3 de la salle était français...

A ne pas rater une prochaine fois !

- cri-cri -



La Bernardière fut bien petite samedi soir. 300 à 400 personnes étaient attendues, nous étions près de 700. On ne se sent pas très à l'aise le nez devant une enceinte, un nuage de fumée au-dessus de la tête, et la sortie là-bas, au-delà d'une foule assise par terre et debout...

Mais Djamel Allam chante et la claustrophobie s'envole, ouf !

La séduction est immédiate ; le berbère (langue de Kabylie) s'enroule dans les oreilles. Ces sons nouveaux, on a envie tout à coup d'aller se les chercher au fond de la gorge et d'arrêter nos balbutiements.

Les textes sont traduits, "pour les francophones et les arabisants". Ils parlent du maquis, de l'oppression de la femme...

"Dans mon pays parfois les parents marient leur fille de 13 ans à un vieux... le pire c'est quand des immigrés font la même chose ici. C'est dégueulasse !"

reggae raciste ?

Dans la semaine du 13 novembre 1978, NANTES est couverte d'affiches publicitaires annonçant une soirée reggae au "Watson" (discothèque de Nantes au Pont du Sens).

Le reggae est une musique typiquement noire née à la Jamaïque expression de la vie quotidienne des Jamaïcains : "les moindres événements de la vie politique ou quotidienne passent dans la moulINETTE du reggae... Pour les enfants, l'enseignement du reggae est autrement plus vital que l'écriture ou le calcul...." Propos recueillis sur Téléràma de la musique). Tous les noirs, quelque soit leur origine se sentent donc concernés par cette musique.

Une groupe d'amis antillais et moi-même attirés par cette publicité, nous sommes rendus au "Watson" pour cette soirée, proprement et correctement vêtus, sans toutefois le veston et la cravate ; ce prétexte fut trouvé par le groom pour nous interdire l'accès du club.



Quelques instants après notre renvoi, une amie antillaise téléphone pour se renseigner sur la tenue qui convenait pour cette soirée, on lui répondit que la correction était de rigueur, sans obligation de cravate pour les hommes ou de robe de soirée pour les femmes. Elle s'étonne alors de notre renvoi, les propos s'enveniment, la patronne raccroche.

On pourrait s'interroger sur les critères réels de sélection mis en oeuvre par les patrons du Watson pour accueillir ou éliminer les clients qui se présentent...

Quant au concours de reggae organisé par Ouest France de connivence avec cette organisation du "Watson", permettra-t-il d'ouvrir une page d'action humanitaire en faveur des noirs miséreux des ghettos de la Jamaïque ?

L'administration du journal aurait-elle plus généreusement encore décidé de cette manifestation comme moyen de subvenir financièrement à un quelconque organisme noir ?

L'étiquette "le Reggae" servira encore sans nul doute à camoufler d'autres commerces de ce genre, mais nous essayerons toutes les fois où l'occasion se présentera de dénoncer et désamorcer ce phénomène d'abus et de viol culturel.

- les antillais nantais -

Kirjuhel

François Rabbath, partenaire de haute valeur musical et ami, l'accompagne à la contrebasse dans ce nouveau 30 cm "L'exil intérieur" qui paraît à Droug.

"Après un rêve historique d'une autre société, c'est le départ à l'intérieur de soi-même vers l'exil, pour une destination inconnue. Le voyageur part sans illusions mais non découragé.

Chacun est dans une bulle. Le chemin est solitaire. Il croise les ombres du pavillon des douloureux, les enfants bruns des bidonvilles, les images de la mort figurée, les exilés de l'intérieur. L'exil est le plus souvent géographique sous les coups des dicta-



tures ; quand il est intérieur, son chant est le sourire qui berce la maladie, le demi-sommeil, les larmes, les colères et les danses". - Kirjuhel -

BON DE COMMANDE à envoyer à : KIRJUHEL, 35, rue d'Hauteville - 75010 PARIS - tél : 770-59-33
Je désire recevoir..... disque(s) "L'exil intérieur" de K. (D 5106)
Prix d'un exemplaire : 35,80 F.
A partir de trois exemplaires : 30 F. + 5 F. de port pour toute commande.

fest noz / VALLET

FEST NOZ organisé par le MRJC du secteur de Vallet avec les sonneurs du Sillon et le couple Maillard-Buget.

le samedi 13 janvier à VALLET

dans le but de financer le MRJC qui reçoit de moins en moins de subventions de "Jeunesse et Sport" (Mouvement Rural des Jeunes Catholiques).



cinoche / BLAIN

RECTIFICATIF CINE CLUB DE BLAIN

Le mardi 19 décembre : un film de FELLINI : "Casanova" à la place de : "L'une chante l'autre pas".

Le mardi 9 janvier : "Dupont la joie" - débat sur le racisme.

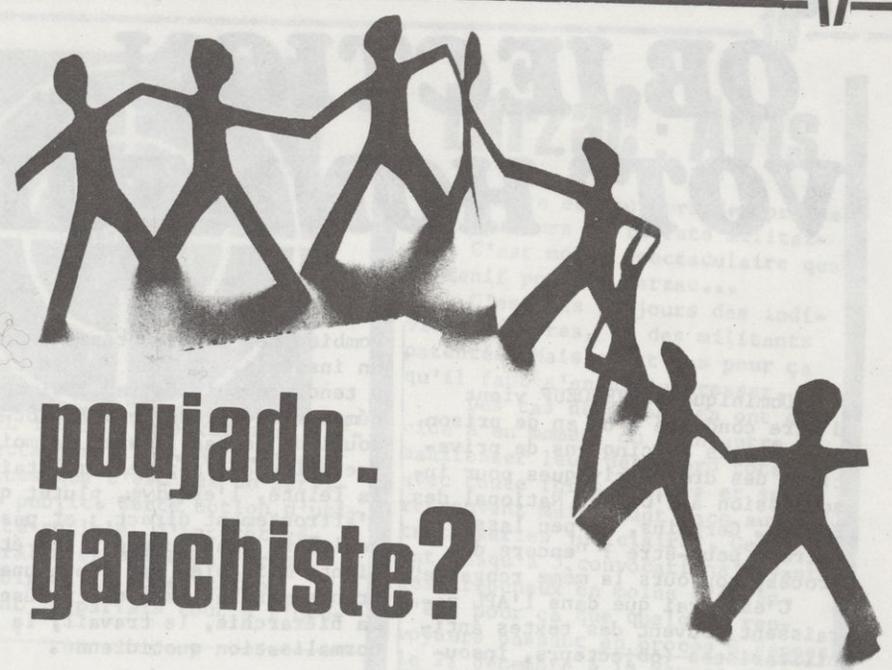
cabaret / PENESTIN

Soirée CABARET à l'Hotel du Commerce animée par Gilles MORVAN auteur-compositeur, interprète ; organisée par l'association "Culture et Loisirs" de PENESTIN.

A PENESTIN LE 23 décembre à 21 heures.

TRIBUNE LIBRE

LE C.E.R.E.S.



poujado. gauchiste?

Après les attaques que Rocard a portées contre Mitterrand, le C.E.R.E.S., la minorité "pure et dure" du P.S. a été gagnée à son tour par le doute. Le leader du marxisme en costume trois pièces Chevènement s'est trouvé contesté par le député des Vosges Christian Pierret, porte-parole de la "gauche américaine" (un nouveau concept inventé par Chevènement).

Face à ce débat, comment se situaient les trois figures de proue de ce courant dans le département : Autain, maire et député de Bouguenais, Guiffan, le militant Breton du P. S., et Jean Natiez, l'animateur de cette tendance ?

Jusqu'à maintenant aucun écho n'est parvenu à l'extérieur du CERES qui va se réunir en colloque régional à Bouguenais avant le colloque national qui, lui, se tiendra les 16 et 17 décembre.

C'est dommage de garder ce genre de discussion pour soi, surtout lorsqu'on est appelé à solliciter de temps en temps les suffrages des électeurs. Mais le pouvoir aime le secret, c'est connu.

Toutefois, Jean Natiez a donné dans Ouest-Unité, le mensuel du P.S., une tribune libre, sur, justement, cette question.

De quel côté se situe-t-il ? Il faut vraiment lire entre les lignes pour avoir quelques présumptions. La politique d'Etat Major, c'est l'art de ne pas appeler un chat un chat.

Bref, Natiez tourne autour du pot. Mais à un détour, on sent qu'il penche pour la ligne Chevènement. L'argumentation est cohérente et froide. En tout cas, il a quelques phrases magnifiques pour dire qu'il préfère les petits commerçants et les petits entrepreneurs à la "nouvelle petite bourgeoisie".

Allez, vivent le peuple de France et construisons français.

Puisque le CERES invente des nouveaux concepts, vive le poujado-gauchisme.

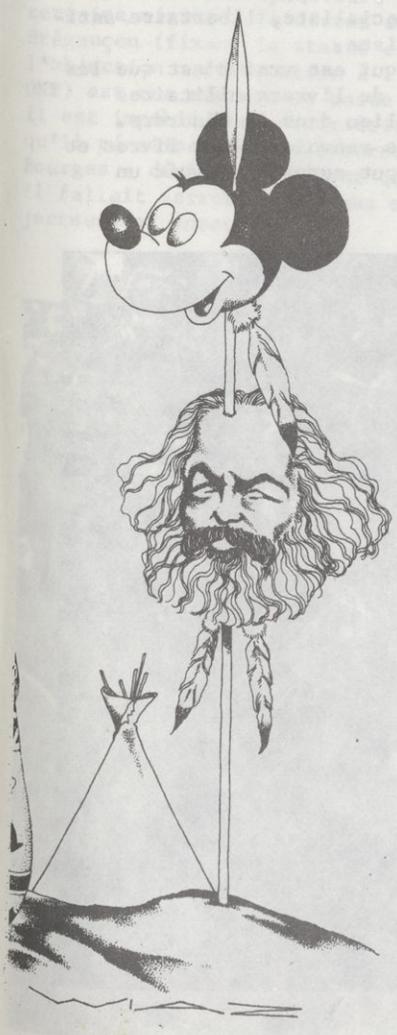
- un lecteur -

extraits de ouest - unité

La concentration du capital rend possible le rassemblement contre lui des couches sociales dont les intérêts sont différents mais qui se trouvent menacés par lui, d'une manière différente.

La petite bourgeoisie traditionnelle, agraire, commerçante ou administrative d'une part ou les nouvelles couches salariales (la « nouvelle petite bourgeoisie ») nées du développement capitaliste de l'après-guerre d'autre part, peuvent donc être des partenaires dans la constitution de cette alliance de classes

De plus, dans bien des cas, de tels compromis sont plus faciles à passer avec des couches sociales dont les intérêts ne sont pas liés au développement de la concentration capitaliste, mais au contraire mortellement menacées par lui. Ce peut être le cas des petits commerçants, des artisans, des agriculteurs et dans une large mesure d'une grande partie des entrepreneurs individuels. Ces compromis seront beaucoup plus difficiles à faire admettre à une grande partie des cadres et des techniciens qui, dans la mesure même où ils fournissent à la production capitaliste son encadrement, sont eux-mêmes encadrés par le mouvement idéologique de la bourgeoisie.



dernière minute

Nous avions parlé dans le numéro 53 de ces anciennes écuries appartenant à M. Delaroux, commerçant bien connu, louées à des immigrés malgré un arrêté du préfet les déclarant totalement insalubres. Nous apprenons que les dernières familles y habitant encore sont assignées, jeudi 24 décembre à 9h30, au tribunal "pour s'entendre ordonner de quitter les lieux immédiatement". La mairie qui s'était engagée à les reloger n'a rien fait. Les locataires seront-ils jetés à la rue en plein hiver? Nous y reviendrons.

OBJECTION... VOT' HONNEUR



Dominique RICHEBOEUF vient d'être condamné à un an de prison avec sursis et cinq ans de privation des droits civiques pour in-soumission à l'Office National des Forêts. Certains, un peu lassés diront peut-être : "encore des procès, toujours la même rengaine!"

C'est vrai que dans l'APL paraissent souvent des textes antimilitaristes (objecteurs, insoumis, renvoyeurs de livrets militaires) donnant l'impression de déjà lu.

C'est vrai aussi que tous comptes faits, le phénomène le plus massif de résistance à l'armée, c'est la réforme pseudo-médicale, le plus souvent psy-

chiatrice. Pour un objecteur

INTERVIEW :

● APL : Le mouvement antimilitariste n'est-il pas dans un ghetto ?

— S'il y a marginalisation, elle a été provoquée. Elle résulte aussi de l'histoire, de l'abandon par le mouvement socialiste des idées antimilitaristes. Au début du siècle, l'antimilitarisme faisait partie du mouvement révolutionnaire : on se battait contre toutes les armées.

Aujourd'hui, à gauche, il y a un consensus sur l'armée et la nation, peut-être du fait de De-Gaulle.

Les arguments des procureurs sont significatifs : "celui qui va contre l'armée commet la faute suprême parce que l'armée c'est le peuple".

● APL : Mais est-ce qu'il n'y a pas à faire un bilan critique du mouvement antimilitariste ?

— Disons d'abord qu'il y a beaucoup plus d'objecteurs sur la région que le GRIM lui-même.

Au début, on ne voulait pas faire simplement un comité de soutien mais on avait un projet culturel. Il faut dire que c'est un relatif échec. La résistance à la militarisation va bien au-delà du service national.

Bien sûr, il n'y a pas assez de monde, pas assez d'énergie. Beaucoup de gens passent et dis-

combien de "schizophrènes", pour un insoumis, combien de "sujets à tendance suicidaire" ? simples démerde individuelle ? Plutôt le souci de ne pas laisser la moindre prise à l'appareil militaire : la feinte, l'esquive plutôt que l'affrontement direct ; et pas seulement pratiquée par les étudiants mais bien par toute une frange marginalisée qui refuse la hiérarchie, le travail, la normalisation quotidienne.

Dans ce contexte, que des gens prennent le risque de se faire condamner lourdement pour exprimer leur opposition à l'armée étonne.

Parce que de l'extérieur, on voit mal l'issue du mouvement an-

paraissent, et puis le GRIM a des structures libertaires, c'est bien, mais c'est parfois une faiblesse pour l'efficacité.

On a eu tendance à utiliser les procès plutôt qu'à faire de l'information, des débats, projeter des films. Excepté le collectif : "Tout va bien", on n'a pas fait grand chose.

Mais d'un autre côté, c'est tellement difficile de faire simplement l'information sur les droits des objecteurs !

● APL : Quels contacts avez-vous avec des partis ou syndicats de gauche ?

— C'est dur d'être accueilli par les syndicats quand on se présente comme antimilitariste. Et qu'est-ce qu'on peut attendre du Parti Communiste du de Henu ?

En majorité, les militants du GRIM sont lycéens ou étudiants, les syndicats sont loin. On leur demande un soutien, mais quelle contre partie peut-on leur offrir ?

● APL : Est-ce qu'il n'y a pas aussi un côté "catholique" d'actes individuels, par exemple dans le mouvement de renvoyeurs de livrets ?

— Qu'est-ce que ça veut dire "catholique" ? Le choix individuel n'est pas lié à l'idéologie "ca-

timilitariste structuré si ce n'est de répondre à la répression judiciaire qui s'abat régulièrement.

Rien ne semble avoir bougé depuis les luttes de Louis LECOIN avant guerre. N'empêche que D. RICHEBOEUF a pris un an avec sursis, que X. DOISY insoumis, est recherché par les flics. Et la Bretagne semble être particulièrement réceptive à toutes les actions antimilitaristes.

Autant de raisons de commencer un débat dans l'APL avec une interview de D. RICHEBOEUF, X. DOISY et divers militants(es) du GRIM (Groupe de Résistance et d'Information sur la Militarisation) qui livrent leurs opinions propres et non celles de l'ensemble du GRIM.

tho" mais plutôt à l'individualisme socialiste, libertaire antimilitariste.

Ce qui est vrai c'est que les renvois de livrets militaires ont eu lieu dans le désordre. Des gens renvoient leur livret et sont tout surpris d'avoir un procès.



Larzac : Avis

Encore et toujours des procès de renvoyeurs de livrets militaires. C'est moins spectaculaire que la manif pour le Larzac...

C'est pas toujours des individus célèbres, ni des militants patentés. Mais c'est pas pour ça qu'il faut s'en désintéresser.

Des tas de personnes ont décidé à un moment ou à un autre de manifester leur désaccord total avec toute forme d'armée et se retrouvent maintenant face aux tracasseries judiciaires. Certains ont jusqu'à 3 convocations devant les tribunaux en moins d'un an. C'est pour ça que quelques renvoyeurs passant en procès à Rennes le 21 décembre à 14 Heures nous appellent à venir manifester notre soutien à Rennes ce jour-là.

Comité de soutien : Jean Luc Bernard - La Fresnaye 56 RIMINIAC
CCP : 3032 54 W Rennes

Sur Nantes : Christian QUINTARD
45 boulevard des Américains
44300 NANTES.



Pas évident, on voit toujours un peu des mêmes têtes. L'aspect le plus intéressant aura été la distribution de tracts à la Direction Départementale de l'Agriculture.

Mais dans l'ensemble, le débat n'a pas décollé. On touche ici une des limites des stratégies tournant autour des procès : les principaux intéressés sont entièrement tributaires du tribunal. Aussi, Richeboeuf pense-t-il que la présence au tribunal devrait-être seulement symbolique.

Faire appel, c'est risquer la prison ferme, rester sur ce jugement, c'est avaliser la condamnation. Quelle issue ? Un bilan va être tiré dans les semaines à venir, nous en reparlerons.

- G. D. -



● APL : Quand vous refusez l'affectation à l'O. N. F. vous dites que c'est pas un service public. Cette notion d'utilité sociale, d'intérêt général n'est-elle pas très ambiguë, le côté "catho" dont je parlais tout à l'heure ?

■ Il y a deux positions sur ce problème. Certains jouent le jeu du service civil dans des associations (Francs et Franches Camarades, Aide à toute Détresse) sans se demander pourquoi ces structures manquent d'argent. Souvent ces affectations visent à camoufler des conflits. Mais quand tu est affecté là bas tu restes dépendant de l'armée, on exige de toi l'obéissance à l'Etat, à la norme. IL faudrait interroger les responsables de ces associations, souvent "de gauche", pour savoir les raisons qui les font accepter de gérer la pénurie. Nous, on refuse.

NOTE APL : l'APL essaiera de lancer un débat sur cette question précise dans un prochain numéro.

Dominique RICHEBOEUF a été condamné à un an de prison avec sursis et à 5 ans de privation des droits civiques. De son propre avis, c'est un jugement sévère, en égard à la jurisprudence du tribunal de Nantes qui avait condamné un objecteur insoumis à 3 mois de prison avec sursis.

Richeboeuf avait adopté une défense juridique, fondée sur l'illégalité du décret de Brégançon et sur des erreurs de procédure. Devant le tribunal, il avait expliqué : "l'objection est, à un moment donné de mon existence, la réponse que j'ai choisie face à l'obligation du service national, une façon de refuser la soumission à la société".

Le tribunal a été sévère et confirme un mouvement actuel d'accentuation des peines. Pour Richeboeuf, le procès devait constituer un moment fort de débat. L'objectif a-t-il été atteint ?

● APL : Votre image de l'armée n'est-elle pas un peu fautive : la guerre, le service militaire, les ventes d'armes entre Etats ? Pourquoi ne parlez-vous pas de la militarisation de la vie civile : les milices privées, l'auto-défense ?

■ On est principalement axés sur l'aspect antiguerrier. Par exemple, c'est scandaleux que Begin et Sadate aient le Prix Nobel de la Paix.

Mais il y a depuis toujours l'idée de "guerre sociale" dans le mouvement antimilitariste et il faudrait peut-être travailler dans ce sens.

Il nous manque un regroupement sur des buts spécifiques, par exemple la suppression de tous les tribunaux d'exception.

● APL : Finalement, vous vous battez pour obtenir un statut légal, une libéralisation semblable à celle des pays anglo-saxons, n'est-ce pas déjà un combat d'arrière garde ?

■ Ne pas oublier qu'on se bat aussi pour la suppression des armées. Le libéralisation du statut de l'objection c'est important.

Il faut se battre pour des réformes, comme les syndicats. D'une certaine manière, le décret de Brégançon (fixant le statut de l'objection : affectation à l'ONE) est une régression parce qu'il est impubliable, restrictif, qu'il pénalise les objecteurs. Bourges a déclaré récemment qu'il fallait serrer la vis aux objecteurs et insoumis.



CETTE SEMAINE

Nantes

Mardi 19 décembre

. 20 H 30 et 22 H 30 : CINE-MATHEQUE Salle Vasse - Grands comiques et burlesques américains (Claplin, Keaton, Langdon, Lloyd, Laurel et Hardy) - 5 F. la séance avec la carte.

. 21 H : CATHERINE RIBEIRO + ALPES - gala de soutien au MRAP au Champ de Mars - prix : 35 F.

Mercredi 20 décembre

. 14 H 30 : CINEMERCREDI Salle Vasse - "L'île au Trésor" -
. 17 H CINEMERCREDI - "Dernier Train pour Gun Hill".

. 20 H 40 : JAZZ : Steve Lacy et Albert Mangelsdorff à la Salle Vasse.

. 20 H 30 : KOLINDA (folk Hongrois) à la fac de Lettres, amphi D.

Jeudi 21 décembre

. 20 H 30 : "Camarade" CINE-CLUB du F.J.T. boulevard Vincent Gâche.

Vendredi 22 décembre

. 21 H : "Comment Mr. Mackinpott fut libéré de ses tourments" THEATRE DE L'ALIBI au Centre socio-culturel du Sillon De Bretagne.

. 21 H : "Elle et lui" et "l'amant" THEATREQUIPE - rue du Ballet.

Samedi 23 décembre

. 21 H : AU RYTHME DU TAM TAM, ballet folklorique SISSA KONGO à la Bourse du Travail C.G.T., 9 rue Arsène Leloup - prix : 20 F. et étudiants : 15 F.

. 21 H : "Elle et lui" et "l'amant" THEATREQUIPE rue du Ballet.

Jeudi 28 décembre

. 20 H 30 : réunion nucléaire et l'emploi au local de l'APL, 26 bis boulevard R. Schumann.

Permanences des AMITIES FRANCO CHINOISES tous les samedis de 14 H à 18 H ; tous les mercredis de 16 H à 20 H. 25, chaussée de la Madeleine.

BLAIN

Mardi 19 décembre

. 20 H 40 : "Casanova" de Fellini CINECLUB salle des fêtes.

HERIC

Vendredi 22 décembre

. 20 H 30 : "A Pampelune derrière la lune" THEATRE DU GALION Salle de théâtre.

SAINT SEBASTIEN

Vendredi 22 décembre

. 21 H : GILLES SERVAT à la Salle des fêtes.

SAINTE PAZANNE

Samedi 23 décembre

. 21 H : soirée CABARET avec GILLES MORVAN.

SAINT NAZAIRE

Du 21 au 31 décembre : ANIMATION DE RUES : "Le Palais des Merveilles".

NOUS POUR LE REVEILLON, ON FERA RIEN. UNE BOUFFE ORDINAIRE... ON VA PAS TOMBER DANS LE PASSEUR CONSUMMATION PIÈGE À CONS!

PAR CONTRE, LA SEMAINE AVANT, QU'EST CE QU'ON VA SE METTRE... ON N'EST PAS DES BÊTES!



SOMMAIRE

- BREVESp.2
- JUSTICE
Après-midi au tribunal .p3
-4.-5.
- FEMMES
SOS femmes battues .p 5, 6.
- Mots croisés .p 6.
- Petites z'annonces .p 6.
- QUARTIERS
Vivre à Trentemoult .p 7, 8.
- NUCLEAIRE .p 8
- B.D. .p 9
- LEO LAGRANGE
Socio-cul. sous contrôle .10 à 12
- SPORT
Quelle pratique sportive .p13,14
- CULTURE .p 14 à 16.
- POLITIQUE
Le CERES est-il poujado-gauchiste ? .p 17.
- ARMÉE
Objection, votre honneur .p 18,19

PROCHAIN N°
LE 28 DECEMBRE

ABONNEMENT.....APL.....

Un trimestre : 12 numéros : 35 F. Soutien : 50 F.
Un semestre : 24 numéros : 70 F. Soutien : 100 F.
Un an : 48 numéros : 140 F. Soutien : 200 F.

NOM : Prénom :
Adresse :

Mettre le chèque à l'ordre des **Nouvelles Éditions de l'Ouest** et l'envoyer à l'APL, 26 bis boulevard R.-Schumann — 44300 NANTES

3 numéros gratuits 8 numéros 15 F.

Réservé aux personnes à qui tu veux faire connaître le journal.

Les textes peuvent être apportés toute la semaine.
Le vendredi de 16H à 19H30 réunion de rédaction ouverte à tous.
A partir de 21H discussion générale sur tous les sujets d'actualité.



PERMANENCES

tous les jours : 17H-19H
Téléphone : 76.26.33